

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Banques : les « trois vieilles » bousculées par les Marocaines et les Nigérianes

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 8 septembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

En Afrique de l'Ouest, les banques françaises longtemps dominatrices sont en train de tomber de leur piédestal face à l'agressivité des banques marocaines et nigériennes. Leur participation dans le système est tombée de 80% à 33% entre 1990 et 2000.

www.lesafriques.com - 08-09-2008

Les « trois vieilles », expression consacrée pour désigner **BNP Paribas**, la **Société Générale** et le **Crédit Lyonnais**, aujourd'hui absorbé par le **Crédit Agricole**, sont certes toujours là, à travers leurs filiales au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali** et au **Sénégal**. Elles sont même au cSur de réseaux reconstruits sur des bases plus solides et plus saines, depuis la cure en profondeur à laquelle le système bancaire de l' **UEMOA** a dû être soumis, une quinzaine d'années plus tôt, pour le sortir d'une crise effroyable. Mais elles ne se redéployent plus guère.

Les banques françaises qui étaient historiquement et structurellement bien en place dans la zone franc ont plutôt tendance à faire du surplace, à l'image des grandes maisons de commerce et des industries dont, depuis la période coloniale, elles servent de bras financier et de relais pour le rapatriement des bénéfices vers l'Hexagone. La tendance de ces dernières est même au désinvestissement. L'on évoque très souvent l'instabilité politique et sociale, l'incertitude juridique, la corruption, les difficultés des recouvrements dans la région pour justifier le reflux français. Mais il y a également et surtout que le centre d'intérêt économique français s'est déplacé vers l'Europe centrale et orientale, et que les opérateurs économiques français ne bénéficient plus en Afrique francophone des conditions qui leur permettaient de réaliser des profits considérables, fortement protégés de la concurrence extérieure par leurs positions oligopolistiques et des relations politiques privilégiées. Les banques françaises auraient pu s'inscrire dans une dynamique contraire à celles des entreprises industrielles et commerciales de même origine qui ont jusque-là constitué le plus gros de leurs portefeuilles clients. Mais il leur restait encore d'énormes marges de compensation et de progression, quand on sait que le taux de bancarisation au sein de la zone franc ouest-africaine ne dépasse guère 5%, contre 95 à 100% en Europe occidentale.

Diversification

Même s'il y a effectivement de notables tentatives de diversification, notamment du côté de la Société Générale qui conserve jalousement sa première place à l'échelle de l'UEMOA, les banques françaises peinent à viser autre chose que leur cSur de cible classique, à répondre aux besoins formulés par les petits épargnants, les petites et moyennes entreprises et le secteur informel qui domine les activités de la zone. Elles ont plutôt laissé ces segments de marché aux mutuelles d'épargne et de crédit qui dominent la microfinance et à une première vague de banques régionales : **Bank of Africa**, **Ecobank**, **Banque régionale de solidarité**, **Banque sahélo-saharienne** pour l'investissement et le commerce, et plus récemment **Banque Atlantique**. Concomitamment à la création et au développement de ces établissements à capitaux africains majoritaires, l'on a assisté à la réduction de l'influence des banques françaises, avec une régression de leurs prises de participation dans le système de 80% à 33% tout au long des années 1990 à 2000. Dans leur mouvance, mais aussi avec la libéralisation tous azimuts qui a prévalu ces dernières années, le nombre de banques dans l'UEMOA a considérablement augmenté, passant de 66 à la fin de 2002 à 97 à la fin de 2007. Or, selon des chiffres de BNP Paribas, le total des crédits accordés dans la zone s'élevait à 16% du PIB en 2006, contre 80% du PIB en Afrique du Sud ou à Maurice, les deux économies les plus développées au sud du Sahara. Les nouvelles banques régionales africaines précitées, comme celles plus petites à vocation plutôt nationale qui ont essaimé sur leurs flancs, n'ont, en somme, que très faiblement contribué au financement du développement de la région au cours de ces dernières années, contrairement à ce qu'on pouvait attendre d'elles. La multiplication de ces établissements est d'ailleurs très rapidement apparue, aux yeux des autorités monétaires de l'Union, comme pouvant fragiliser le système bancaire sous-régional. Pour résorber cette inflation numérique et réduire les risques d'une nouvelle crise, la Banque centrale a tout dernièrement imposé que le capital minimum d'une banque autorisée à opérer dans l'Union monétaire soit désormais de 5 milliards de francs CFA (7,6 millions

d'euros), au plus tard en 2009, et non plus d'un milliard comme de rigueur jusque-là. Cette disposition nouvelle participe du souci de rationaliser le système bancaire et de mieux le faire participer au financement de l'activité économique au sein de l'Union. C'est un blanc-seing qui élargit la porte de zone, depuis quelque temps ouverte à toute banque étrangère pouvant positivement contribuer au renouveau et à la relance du système régional, en partenariat ou en cohabitation concurrentielle avec les structures à dominante capitaliste africaines ou françaises.

Marocaines et nigériennes

Les premières sont marocaines et nigériennes. Les banquiers chérifiens ont tiré les premiers. Quelque peu à l'étroit dans leur pays où le taux de bancarisation tourne autour des 25%, les deux banques leaders au Maroc, **BMCE** et **Attijariwafa**, ont entrepris en 2003 pour la première et en 2006 pour la seconde de s'étendre sur l'Afrique subsaharienne. La BMCE avait repris, dès 1989, la gestion de la Banque de développement du Mali alors en faillite ; elle est devenue, depuis, l'une des banques les plus rentables de l'Afrique de l'Ouest. En 2003, elle a ouvert à Dakar une filiale d'affaires, la BMCE Capital, largement mise à contribution dans la recherche de financements pour les grands chantiers du Sénégal. Elle a tout récemment pris une participation de 35% dans le capital du groupe Bank of Africa, le troisième établissement financier de l'UEMOA. Attijariwafa Bank est dans la même trajectoire, dans le dessein de devenir une banque qui compte en Afrique de l'Ouest. Ainsi, quelque sept mois après avoir ouvert, coup sur coup, trois agences à Dakar en 2006, elle absorbe la **Banque sénégalaise-tunisienne** en rachetant officiellement, le 24 janvier 2007, 66,67% de son capital. Elle prend ensuite possession de la **CBAO**, la deuxième banque du Sénégal, dont elle acquiert, le 13 mai 2008, 79,15% des parts. Le 11 janvier de la même année, elle avait pris des parts consistantes dans la Financière du Burkina Faso, rebaptisée **Cauris Bank International**. Elle est en très bonne position pour la reprise de la Banque internationale pour l'Afrique au Niger, qu'elle négocie depuis 2007. Elle a absorbé, le 25 juillet dernier, 51% du capital de la Banque internationale du Mali, en prenant le meilleur sur quatre autres prétendants dont la Société Générale, seule banque française à encore faire de la résistance, la BMCE à travers BOA, Ecobank et la United Bank for Africa du Nigeria. Cette dernière et quatre autres banques nigériennes : **Diamond Bank**, **Access Bank**, **Zenith Bank** et **Sky Bank**, sont en plein dans la bataille pour la conquête du marché de l'Afrique de l'Ouest francophone. UBA, la première banque du Nigeria et d'Afrique de l'Ouest par son total de bilan (13,2 milliards de dollars en 2007), va finaliser en septembre la reprise de 37,84% du capital de Banque internationale du Burkina Faso, coiffant ainsi au poteau Attijari Bank et Ecobank. Elle s'est installée en Côte d'Ivoire et cherche à en faire de même au Mali. Access Bank a, de son côté, acquis 88% du capital de la banque ivoirienne **Omnifinance** par la combinaison d'opérations qui ont porté le capital de celle-ci de 3 à plus de 10 milliards de FCFA. Access Bank entend par ce point de départ s'étendre sur toute l'Afrique de l'Ouest francophone. Zenith Bank et Sky Bank nourrissent les mêmes ambitions.

Sous capitalisation

Les banques françaises, jusque-là bien implantées dans l'UEMOA, sont quasiment sans réaction face à la déferlante marocaine et nigérienne qui, en toute logique, va gagner en puissance, parce que beaucoup parmi les nombreuses banques locales qui sont souvent sous-capitalisées vont finir dans leur giron. Le niveau de capital auquel elles devront s'aligner, dans moins d'un an, les force à se doter de ressources propres additionnelles, et donc à s'ouvrir à des partenaires.

Par Amadou Fall, Dakar

lire aussi sur www.notresenegal.com (23 Octobre 2010) : [LE SYSTÈME BANCAIRE SÉNÉGALAIS](#), par Mamadou Diouf
